



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Avis de la Mission régionale
d'autorité environnementale de Bretagne
sur le projet de parc éolien des Landes de Lauviais
sur les communes de Meillac et Pleugueneuc (35)**

n°MRAe 2018-004836

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Par courrier du 19 septembre 2017, le Préfet d'Ille-et-Vilaine a transmis pour avis au préfet de région, alors autorité environnementale compétente (Ae), le dossier de demande d'autorisation unique concernant le projet de parc éolien des landes de Lauviais, sur les communes de Meillac et Pleugueneuc (35), porté par la société KDE Energy France. Par suite de la décision du Conseil d'État n° 400559 du 6 décembre 2017, venue annuler les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le préfet de région comme autorité environnementale, le dossier a été transmis à la MRAe.

Le projet est instruit dans le cadre de l'expérimentation de l'autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) résultant du décret n°2014-450 du 02 mai 2014 et de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014. Il est soumis aux dispositions du code de l'environnement relatives aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements, dans leur rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 (demande d'autorisation déposée antérieurement à l'entrée en vigueur de cette ordonnance). Le contenu de l'étude d'impact est défini à l'article R. 122-5 de ce code, complété, s'agissant d'une ICPE, par l'article R. 512-8 du même code.

L'Ae a pris note des avis des services consultés dans le cadre de la procédure d'autorisation unique, en particulier celui de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 18 septembre 2017.

En vertu de la délégation qui lui a été donnée, la présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne, avec la participation de membres de la MRAe, rend l'avis qui suit sur le projet susvisé, dans lequel les recommandations sont portées en italiques gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » (Ae) désignée par la réglementation doit donner son avis. Cet avis doit être mis à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser le projet, et du public.

L'avis de l'Ae ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable ; il vise à permettre d'améliorer le projet et à favoriser la participation du public. A cette fin, il est transmis au pétitionnaire et intégré au dossier d'enquête publique ou de la procédure équivalente de consultation du public, conformément à la réglementation. La décision de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser la réalisation du projet prend en considération cet avis (article L. 122-1 IV du code de l'environnement dans sa version applicable à la date du dépôt de la demande).

Le présent avis ne préjuge pas du respect des autres réglementations applicables au projet.

Synthèse de l'avis

Le projet de parc éolien des landes de Lauviais, porté par la société KDE Energy France, chevauche le territoire des communes de Meillac et de Pleugueneuc au nord-ouest de l'Ille-et-Vilaine au sein de la Communauté de communes Bretagne Romantique. Les éoliennes d'une hauteur maximale de 145 m, sont réparties en 2 groupes, de chaque côté de la RD 794 (axe Dinan-Combours) à 2 km de distance l'un de l'autre. Les éoliennes 1 et 2 sont à environ 4 km à vol d'oiseau au nord-ouest du bourg de Meillac et à 150 m environ de la lisière du bois de Rouvre. Les éoliennes 3 et 4 sont situées à environ 3 km au nord du bourg de la commune de Pleugueneuc, et à un peu moins de 2 km du château de la Bourbansais, classé monument historique. Plusieurs hameaux sont présents à une distance de 500 à 600 m du projet.

Dans ce contexte, l'Ae identifie, tout comme le porteur de projet, les enjeux de préservation des paysages, de protection des milieux et des espèces (oiseaux et chiroptères) et de prévention des nuisances auprès des riverains (bruit, ombres projetées).

Le dossier s'appuie sur des cartes dont l'échelle est trop petite. La justification de l'optimisation du positionnement des éoliennes, au regard de l'environnement, notamment des zones humides et bois de Rouvre, est insuffisamment démontrée. De même, la répartition des éoliennes en 2 unités distinctes n'est pas justifiée au regard de l'insertion paysagère.

De plus, le dossier ne démontre pas suffisamment l'absence de covisibilité des éoliennes avec le château de la Bourbansais, très rapproché. À l'inverse, l'étude d'impact est proportionnée eu égard à l'éloignement important du Mont Saint-Michel.

L'Ae note également un déficit d'engagement en ce qui concerne le suivi et la prise en compte de l'acceptabilité du projet dans le temps auprès de la population.

Enfin, l'évaluation fournie ne comporte pas les éléments minimaux concernant la maîtrise des incidences du raccordement au poste source, qui est une composante du projet.

L'Ae recommande de mieux justifier l'implantation des éoliennes 1 et 2 au regard de l'environnement, de compléter l'étude paysagère pour les perceptions simultanées du projet avec les monuments d'intérêt, comme le château de La Bourbansais et le Château de Combours, de mettre en place une procédure permanente facilitant la prise en compte de l'expression des riverains sur les éventuels troubles ressentis pendant le fonctionnement du parc jusqu'à son démantèlement.

L'Ae recommande de fournir les éléments concernant les impacts éventuels des travaux de raccordement du parc au poste source. À défaut, l'étude d'impact devra être actualisée en temps utile.

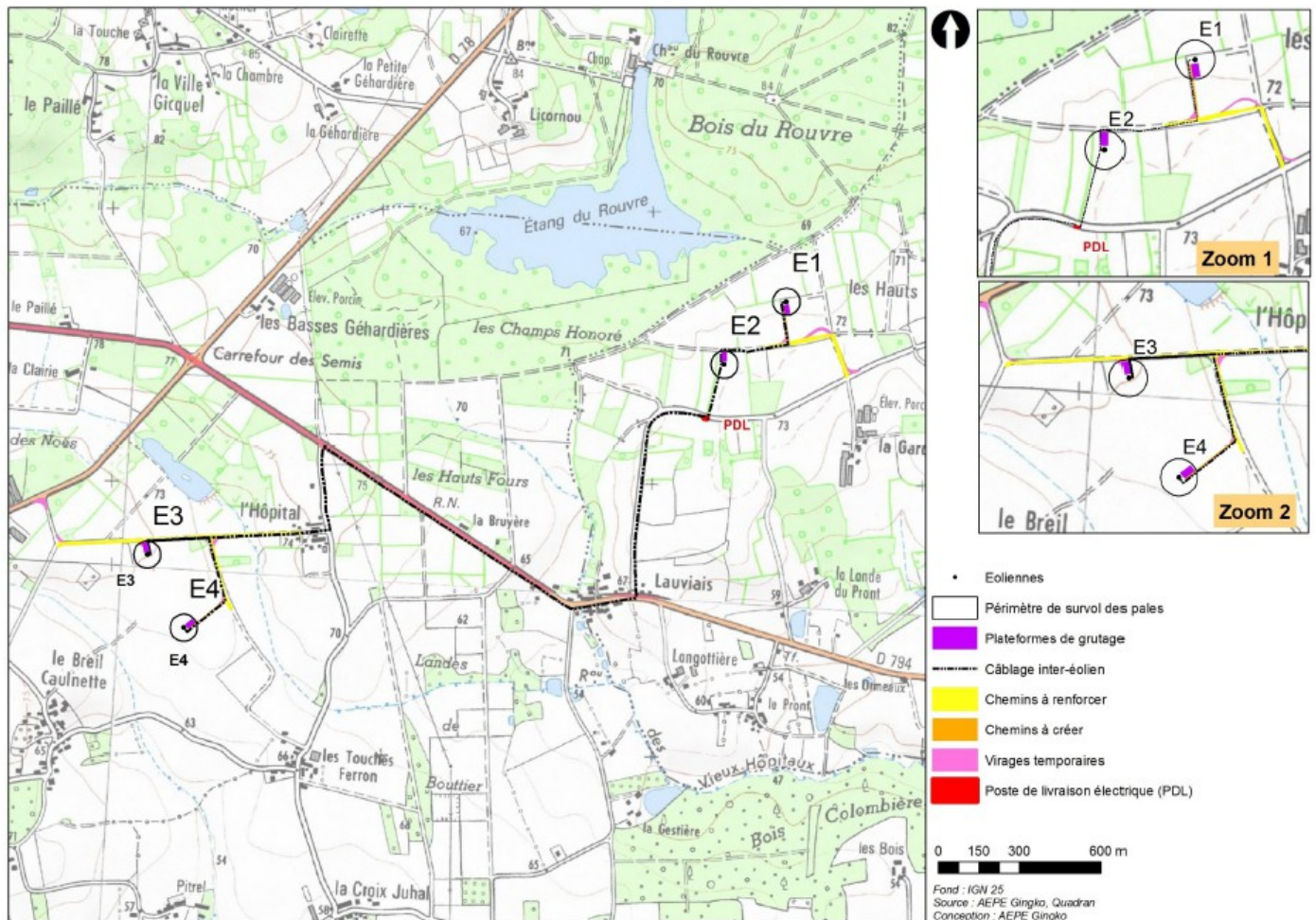
Avis détaillé

I – Présentation du projet et de son contexte

Présentation du projet

Le projet de parc éolien des landes de Lauviais chevauche le territoire des communes de Meillac et de Pleugueneuc au nord-ouest de l'Ille-et-Vilaine au sein de la Communauté de communes Bretagne Romantique.

Porté par la société KDE Energy France, il prévoit d'installer en terres agricoles un parc composé de 4 éoliennes (3 différents modèles sont pressentis) d'une hauteur¹ maximale de 145 m, implantées sur 2 secteurs distants d'environ 2 km, de chaque côté de la RD 794 (axe Dinan-Combourg). A vol d'oiseau, les éoliennes 1 et 2 sont à environ 4 km au nord-ouest du bourg de Meillac, à 150 m environ de la lisière du bois de Rouvre. Les éoliennes 3 et 4 sont situées à environ 3 km au nord du bourg de la commune de Pleugueneuc, et à un peu moins de 2 km du château de La Bourbansais, classé monument historique. Le château de Combourg, également classé monument historique se trouve à environ 7 km à l'est du projet.



Carte 4 : Le plan d'implantation des éoliennes et des aménagements annexes sur scan25

1 Mât de 95 m et hauteur totale de 145 m en bout de pale.

Chaque éolienne est située à plus de 500 m des lieux d'habitations ou de zones destinées à l'habitation. Quatre hameaux sont notamment présents aux abords du futur parc, à moins de 600 m.

Le projet présente une cote au sol allant de 69 m NGF pour l'éolienne 1 à 75 m NGF pour l'éolienne 3. Chaque éolienne présente, sur une emprise au sol de 950 m² (soit 3 800 m² pour l'ensemble), une plate-forme permanente réunissant les aires de fondation du mât et de grutage². Les éoliennes sont reliées électriquement entre elles par un réseau de câbles enterrés³ amenant l'électricité produite vers un poste de livraison électrique (125 m²) situé à 100 m au sud-est de l'éolienne 2 au bord de la RD 794. Ce dernier est lui-même relié, par un second réseau de câbles également enterré, au poste source, point d'injection de l'énergie au réseau public, situé à Tressé, à 6 km environ au nord des éoliennes 1 et 2. La production de chaque éolienne est de 2 MW (pour un vent de sud-ouest/nord-est et une vitesse moyenne de 6 m/s), soit 8 MW pour l'ensemble du parc éolien des Landes de Lauviais, ce qui permettra de couvrir les besoins d'environ 8 000 abonnés, chauffage inclus.

Les chemins existants serviront de voies d'accès au projet. Ils seront élargis à 5 m et empierrés sur 506 m totalisant une superficie de 2 530 m². En phase d'exploitation l'emprise permanente du projet sera de 6 456 m² et de 7 119 m² pendant les travaux.

Dans le périmètre lointain du projet (rayon de 13 km), se situent au nord, les marais de Dol de Bretagne, qui sont rattachés au site Natura 2000 de la baie du Mont-Saint-Michel, ainsi que le site Natura 2000 « estuaire de la Rance ». A 3,6 km dans le périmètre intermédiaire, se trouve la zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « la forêt du Mesnil » et la ZNIEFF de type I de la forêt de Coetquen.

Sur la commune de Meillac, le terrain, orienté sud-ouest/nord-est offre un paysage semi-ouvert aux abords de la RD 137 à l'interface des unités paysagères du massif de Saint-Pierre de Plesguen (bocage dense, bois et bosquets) et du bassin de Combourg. Sur la commune de Pleugueneuc le terrain est orienté nord-sud. Le projet ne traverse pas de cours d'eau permanent. La construction de l'éolienne 1 conduira notamment à la destruction de 1 300 m² de zone humide. La durée de fonctionnement du parc est prévue pour 25 ans.

Le Mont-Saint-Michel se trouve à plus de 30 km de l'éolienne la plus proche, à vol d'oiseau.

Procédures et documents de cadrage

Le projet, encadré par la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), est instruit dans le cadre de l'autorisation unique expérimentale définie par le décret et l'ordonnance susmentionnés.

Sur la commune de Meillac, le dossier étudie la compatibilité du projet en se référant au plan d'occupation des sols (POS). Or, selon les dispositions de la loi ALUR, ce document est devenu caduc depuis le 27 mars 2017, soit 4 mois avant la date du dossier présenté aujourd'hui. Le plan local d'urbanisme (PLU), arrêté au 14 octobre 2016, pour lequel un avis de l'Ae a été rendu le 1er février 2017, est actuellement présenté à la consultation des personnes publiques associées. Il conditionne toute implantation d'éolienne à une mise en cohérence avec l'environnement et le paysage. Si le PLU n'était toujours pas applicable au moment des travaux, c'est le règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'imposerait. La situation du projet au RNU permettrait la réalisation de l'opération.

L'Ae recommande au maître d'ouvrage d'actualiser le dossier en fonction des documents d'urbanisme applicables.

-
- 2 Réalisation des opérations de maintenance et positionnement d'une grue pour le montage/démontage de l'éolienne.
 - 3 Sur environ 5 170 m de câbles enterrés dans des tranchées à 1,20 m de profondeur.

Sur la commune de Pleugueneuc, le projet se situe en zone naturelle (N), compatible avec sa réalisation.

Principaux enjeux identifiés par l'Ae

Dans ce contexte, l'Ae identifie les enjeux de préservation des paysages, de protection des milieux et des espèces (oiseaux et chiroptères) et de prévention des nuisances auprès des riverains (bruit, ombres projetées).

II – Qualité de l'évaluation environnementale

■ Qualité formelle du dossier

L'étude d'impact et son résumé technique sont de bonne facture, démonstratifs et argumentés. Les noms des auteurs du dossier et de ses annexes sont précisés. Les qualifications des intervenants en matière acoustique et des chargés d'étude pour les études naturalistes, dont celle des chiroptères, ne sont pas explicites.

L'Ae recommande de préciser in extenso les qualifications de tous les contributeurs du dossier.

Pour un plus grand confort de lecture lors de la présentation publique, le dossier gagnerait en lisibilité en agrandissant certaines cartes et illustrations, ou en proposant des zooms pour les cartes d'intervisibilité entre parcs, ou pour la justification du positionnement des éoliennes vis-à-vis des zones humides et du bois de Rouvre.

L'Ae recommande d'améliorer la lisibilité des cartes et illustrations de l'étude d'impact.

Le dossier indique, page 14, que de façon générale, les habitants font l'objet d'une concertation avant l'enquête publique. Cependant en dehors d'une information écrite, il ne mentionne aucune rencontre ou échange de points de vue avec les riverains. De même, le dossier ne mentionne pas les modalités d'organisation sur le ressenti des riverains dans le temps, et de la prise en compte de leurs observations « en cas de gêne avérée », par des arrêts programmés des éoliennes, par exemple.

L'Ae recommande de préciser les modalités de suivi permettant de répondre au ressenti des riverains tout au long de la phase d'exploitation du projet, en cas de nuisances persistantes. Elle recommande également de caractériser la notion de « gêne avérée ».

Le choix du projet résulte d'une analyse comparée de 4 scénarios différents pressentis pour l'implantation des éoliennes. Ainsi le passage de 5 éoliennes à 4, pour réduire l'impact sur les chiroptères, les zones humides et les haies, et le déplacement de l'éolienne 2 pour ne pas interférer avec le champ d'un radar en projet pour l'aérodrome de Pleurtuit sont explicités.

Cependant, les possibilités d'implantation étant relativement réduites au sein de la zone de développement éolien retenue sur la commune de Meillac, les différences d'échelle entre la carte des variantes pour les éoliennes 1 et 2 (de la page 180 à 212 de l'étude d'impact) avec la carte de localisation des zones humides (carte 86 page 219) ne permettent pas de justifier finement l'optimisation des implantations choisies, au regard de la distance avec le bois de Rouvre et de la superficie des zones humides impactées.

L'Ae recommande, pour ces 2 éoliennes de superposer sur la carte des zones humides les différentes variantes afin de justifier du meilleur positionnement possible des éoliennes vis-à-vis des zones humides et du bois de Rouvre.

■ Qualité de l'analyse

Le contenu de l'étude d'impact traduit de façon adaptée la démarche d'évaluation environnementale, à l'exception de la partie manquante concernant le raccordement du parc éolien au poste source. **L'Ae rappelle que l'évaluation doit porter sur l'intégralité du projet composé de l'ensemble des travaux nécessaires à sa mise en place, son fonctionnement et son démantèlement, indépendamment du nombre de maîtres-d'ouvrages et de l'obtention des autorisations nécessaires au respect de la réglementation environnementale.** Même si le raccordement électrique du parc au réseau public n'est pas encore arrêté, il est nécessaire, a minima, de fournir l'appréciation des principaux impacts du projet dans sa globalité.

L'Ae recommande que l'étude d'impact fasse l'objet d'une actualisation ultérieure pour que soient complétées la prise en compte des enjeux et des incidences inhérentes à l'option de raccordement retenue.

L'étude d'impact reprend clairement les conclusions des études faunistiques (inventaires des oiseaux et des chiroptères), floristiques ainsi que celles des zones humides, des effets du projet sur le paysage, des émergences sonores et des infrasons, des ombres portées. Ces études ont été réalisées suivant les méthodes reconnues, tout en prenant en compte des périmètres d'étude lointains, intermédiaires (de 3 à 10 km), rapprochés (moins de 3 km) et immédiats.

Les mesures proposées sont bien identifiées en termes d'évitement, de réduction, de compensation ou de suivi, y compris la phase de démantèlement, et estimées financièrement de façon pertinente.

III – Prise en compte de l'environnement

La suite de l'avis traite de l'évaluation des possibles impacts négatifs du projet sur l'environnement pour chacun des enjeux retenus, de l'appréciation de l'état initial à l'obtention d'un effet résiduel attendu comme non notable. L'Ae prend acte des incidences positives du mode de production énergétique éolien indiquées dans le dossier, qui n'appellent pas d'observation.

Nuisances sonores et ombres portées

Une étude sur l'état sonore initial du site complétée par une simulation des effets sonores du projet des Landes de Lauviais démontre que le niveau d'émergences sonores réglementaires est généralement respecté, pour le proche voisinage, à l'exception de périodes nocturnes où les vents atteignent 8 m/s. Dans ce cas, un plan de gestion sonore ou de bridage (fonctionnement réduit des éoliennes) est appliqué.

Un suivi acoustique post implantation sera mené afin de vérifier l'absence de dépassement des valeurs limites imposées. Toutefois, le dossier ne précise pas comment, au-delà de ce suivi, les éventuelles plaintes des riverains seront prises en compte, une fois le parc en fonctionnement.

En matière d'ombres portées, le dossier démontre que les habitations principalement concernées sont situées au nord-ouest du parc. La durée moyenne des projections d'ombres des éoliennes sera, dans tous les cas, inférieure à 2 heures annuelles et 40 minutes par jour.

L'Ae recommande la mise en place d'une procédure permanente de prise en compte de l'expression des troubles éventuels de tous ordres, émis par le fonctionnement du parc et ressentis par les riverains, jusqu'à son démantèlement, et, le cas échéant, d'en adapter les conditions de fonctionnement.

L'Ae recommande que le dispositif de contrôle des éventuels dépassements soit certifié quant à sa représentativité des effets perçus.

Protection du paysage, des milieux naturels et de la faune

■ Paysage

Les photomontages proposés illustrent très correctement à partir de périmètres proches les impacts visuels du projet sur le paysage actuel depuis les axes de circulation principaux et secondaires ainsi que sur les lieux d'habitation.

La vue des éoliennes est plus ou moins prégnante suivant le modelé de terrain et la végétation. Depuis le nord du périmètre rapproché, la présence du bois de Rouvre limite les vues depuis le bourg de Saint-Pierre-de-Plesguen.

Depuis la RD 794, le parc fractionné en 2 groupes d'éoliennes est nettement perceptible de chaque côté de la route, aux extrémités d'un large champ visuel, ce qui peut accroître le sentiment de dispersion de ces installations.

L'Ae recommande de justifier le fractionnement de ce parc en 2 parties au regard notamment de l'accompagnement des lignes structurantes du paysage.

En périmètre éloigné, l'étude paysagère démontre un faible impact du projet sur les unités paysagères (de 10 à 20 kms) comme le marais de Dol et l'estuaire de la Rance, depuis les axes routiers (RN 176, RD 137), les agglomérations (notamment depuis le point haut du château de Dinan), ou les sites touristiques ou patrimoniaux (vallée de la Rance, Mont-Dol, Bécherel) château de Combourg,..).

Si l'étude comporte bien une démonstration de l'absence de covisibilité des éoliennes avec le château de la Bourbansais et celui de Combourg à partir de points emblématiques, elle ne permet pas de conclure à l'absence de points de covisibilité depuis des angles de vue plus banaux, même si la densité de bois et de haies arborées limitent cette possibilité.

L'Ae recommande de fournir une analyse complète du potentiel de covisibilité du projet avec les éléments de patrimoine et de lui attribuer un niveau de certitude.

■ Zones humides

L'implantation de l'éolienne 1 entraînera la destruction de 1 300 m² d'une prairie humide régulièrement travaillée et pâturée présentant essentiellement un rôle de rétention et filtration des eaux pluviales. La compensation proposée s'étend sur 1 593 m² de zone non humide (cultures de maïs) à l'est de l'éolienne 1, sur le même bassin versant dans la continuité immédiate d'une zone humide située à l'est du projet.

Bien que le dossier décrive précisément les travaux nécessaires à entreprendre, sous la surveillance d'un écologue, il ne démontre pas en quoi la fonctionnalité de cette nouvelle zone humide sera équivalente à celle de la zone humide détruite. De plus, d'après le dossier, seul l'exploitant du parc éolien sera garant du respect de la convention signée avec le propriétaire de la parcelle, ce qui est contraire à la disposition 8 B-1 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021, qui précise que la gestion de ces zones humides de compensation relève de la responsabilité du maître d'ouvrage⁴.

4 **BB-1** Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide. À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités. À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recréation ou la restauration de zones humides, cumulativement : équivalente sur le plan fonctionnel ; équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ; dans le bassin versant de la masse d'eau. En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Enfin, le dossier ne précise pas comment, au moment du démantèlement, l'état initial des zones humides, détruites et compensées, sera restauré.

Ainsi le projet n'est pas en cohérence avec le SDAGE Loire-Bretagne en cours.

L'Ae recommande de préciser en quoi la nouvelle zone humide aura une fonctionnalité équivalente à la zone humide détruite. Elle recommande également de présenter les mesures et les modalités de suivi à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage pour s'assurer du bon fonctionnement de cette compensation dans le temps. Enfin, elle recommande de préciser la nature de la remise en état des zones humides lors du démantèlement du parc.

En partie sud du projet de parc, le chemin existant et devant être renforcé, traverse une zone humide. Le dossier ne décrit pas l'impact éventuel des travaux sur les zones humides, au niveau des accotements.

L'Ae recommande de préciser la nature des impacts à prévoir lors des travaux d'élargissement des chemins d'accès (cf infra).

■ Chiroptères et avifaune

Le projet est situé à proximité de nombreux boisements aux essences variées où l'activité des chiroptères est importante. Ainsi 17 espèces ont été détectées sur les périmètres d'étude du projet, dont 7 espèces d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe II de la directive Habitats Faune Flore en Bretagne. Toutefois, bien que le dossier démontre que le projet ne se situe pas sur leurs axes de gîtes, la proximité de l'éolienne 1 (à 150 m) avec le bois de Rouvre peut être susceptible d'un niveau d'impact important en comparaison avec les autres éoliennes⁵.

L'Ae recommande de démontrer que les mesures de réduction et de suivi sont adaptées à cette situation, en fonction de l'activité détectée.

La barbastelle d'Europe est la seule espèce visée par un suivi dès la première année de fonctionnement du parc, menant à une mesure de réduction⁶ après constat de mortalité. Ces mesures a posteriori ne sont pas suffisantes, et devraient être déclenchées en fonction de l'activité, et non pas de la mortalité.

L'Ae recommande, pour une meilleure protection des espèces, de procéder à un suivi de la présence en vol des chiroptères et de l'avifaune, quelle que soit l'espèce, avant de constater leur mortalité, et de déclencher les mesures d'évitement en fonction de l'importance de leur activité (dont le seuil d'alerte reste à définir).

L'Ae recommande de préciser, dans l'étude d'impact, les moyens engagés pour ces investigations (le prestataire, les modalités du suivi (nombre de visites) pendant toute la durée de vie du parc).

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...). La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

5 La société française d'étude et de protection des mammifères (SFPEM) préconise un recul des projets de 200 m des zones d'habitats des chiroptères.

6 Cette mesure consiste, pour les chiroptères, suivant les mortalités, à stopper le fonctionnement des éoliennes lors des périodes d'activité de l'animal d'avril à octobre, pendant la nuit (prévision les 4 premières heures) ou lors d'une vitesse de vent inférieur à 5 m/s et d'une température supérieure à 10°C. Pour l'avifaune, des mesures de bridage des machines lors des périodes sensibles seront mises en place.

En ce qui concerne l'habitat naturel permettant l'alimentation et la reproduction des oiseaux du cortège bocager ou forestier, le dossier signale la destruction de 30 m² de bosquet (taillis de jeunes hêtres) pour la création temporaire d'un virage. Il sera replanté dans les mêmes proportions après les travaux.

Le cumul des projets

Le dossier démontre un impact paysager non significatif du cumul du projet avec les éoliennes du parc de Trémeheuc à environ 11 km à l'est du projet (page 141), et avec celles du parc de Dingé-Tinténiac-Québriac, à venir, à 10 km au sud-est du projet. Les vues avec les éoliennes du parc d'Yvignac-La-Tour situées à plus de 20 km à l'ouest du projet, sont inexistantes. Le parc de Bazouges-La-Pérouse, pour lequel un avis de l'Ae a été rendu le 19 octobre 2017, soit après la réalisation du dossier, n'a pas été pris en compte à ce stade du dossier, sur les cartes d'intervisibilité.

L'Ae recommande d'ajouter ce parc sur les cartes d'intervisibilité afin de compléter l'analyse du cumul des parcs sur le paysage, notamment vis-à-vis des éventuels effets d'encerclement.

Pendant les travaux

La phase de construction du parc s'étend sur une période de 6 à 8 mois. Le dossier évoque la mise en place d'un chantier propre sans en détailler les mesures, notamment en cas de pollution accidentelle sur les aires temporaires d'assemblage (800 m² par éolienne) et seuls les travaux de compensation des zones humides seront suivis par un écologue. Le trafic de camions est estimé à 400 véhicules sur 2 mois pour les fondations, les aires de maintenance et les accès. Le dossier ne précise pas les itinéraires choisis. Les travaux de défrichage et de décapage des sols seront proscrits de mi-mars et mi-août (période nidification et d'élevage pour l'avifaune).

Le dossier ne précise pas le volume de déblais à évacuer ni leurs lieux d'évacuation (qui devront être les plus proches du projet). Il ne précise pas non plus les lieux permettant le recyclage et/ou la valorisation des pales, nacelles et mâts lors des opérations de démantèlement.

L'Ae recommande de préciser le contenu du règlement du chantier propre et la qualification du ou des rédacteurs. Elle recommande également de faire valider l'application de ses mesures par une personne qualifiée en environnement.

L'Ae note la prise en compte par le maître d'ouvrage de la destruction d'environ 10 m² d'une espèce invasive, la renouée à épis nombreux, selon un protocole permettant d'éviter la dispersion des rhizomes⁷.

Fait à Rennes, le 17 janvier 2018

La présidente de la MRAe de Bretagne,



Françoise GADBIN

⁷ Creuser jusqu'à 2 m de profondeur au niveau de la station de renouée, puis cribler la terre et brûler les rhizomes et l'ensemble de la plante.